



Conseil de sécurité

Briefing sur la Bosnie et Herzégovine

New York, le 30 avril 2024

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse

Merci, Madame la Présidente,

Je remercie le Sous-Secrétaire général M. Jenča et le Haut-Représentant pour la Bosnie et Herzégovine. Nous avons aussi écouté attentivement les remarques de Mme Cvijanovic. Nous souhaitons également la bienvenue aux représentants de la Bosnie et Herzégovine, de la Croatie et de la Serbie à cette séance.

La Suisse est attachée à une paix et une prospérité durables en Bosnie et Herzégovine, pays avec lequel nous entretenons des liens très étroits. Nous soulignons l'importance de stabilité politique dans le pays.

Bien que certains défis existent, et nous l'avons entendu, nous nous référons à la dernière évaluation de l'EUFOR Althea, selon laquelle la situation sécuritaire s'est améliorée de façon constante au cours des dernières années. Elle est décrite comme stable. Ce Conseil a confié à cette mission la responsabilité de surveiller et d'évaluer la situation en matière de sécurité en Bosnie et Herzégovine, et elle a toute notre confiance. Nous considérons qu'il est impératif qu'EUFOR Althea puisse poursuivre son mandat sans restriction.

Nous prenons note des développements en politique interne résultant principalement des divergences entre les parties concernées. La Suisse exprime notamment sa préoccupation quant aux actions émanant de la Republika Srpska, qui poussent à la division et remettent en cause les institutions de l'Etat, y compris l'ordre constitutionnel et juridique. Nous appelons toutes les dirigeantes et dirigeants à donner la priorité aux intérêts du pays dans son ensemble et de tous les segments de sa société. Des efforts crédibles sont nécessaires à cette fin :

Tout d'abord, il est important de s'abstenir de toute action ou menace sécessionniste. Les défis à l'intégrité du pays doivent cesser immédiatement. La sécurité, la stabilité et la prospérité de la Bosnie et Herzégovine ne peuvent être atteintes que si son intégrité territoriale est garantie. Les accords de Dayton doivent donc être respectés dans leur intégralité.

Deuxièmement, la sauvegarde des droits humains doit être une priorité. Cela englobe la liberté d'expression et des médias, ainsi que le droit de réunion, d'association, et la prévention des restrictions de l'espace civil. Toute régression en matière de droits humains, de démocratie et d'Etat de droit doit être inversé.

Troisièmement, il est essentiel de faire face au passé et de respecter les décisions judiciaires internationales et locales en la matière pour garantir la justice, la reddition de comptes et promouvoir la cohésion sociale. Les dirigeants politiques ont une responsabilité centrale à cet égard, notamment dans la recherche de la vérité et de la réconciliation. Le révisionnisme historique, la glorification des criminels de guerre et la négation du génocide et des crimes de guerre n'ont pas leur place dans une société pacifique et multiethnique. La Suisse rejette toute tentative en ce sens. Elle réitère en outre son plein soutien aux institutions de la justice et appelle au respect de leurs décisions.

Madame la Présidente,

La Suisse félicite la Bosnie et Herzégovine pour les progrès qu'elle a accompli en matière de réformes clés. La recommandation de la Commission européenne d'ouvrir les négociations d'adhésion marque une étape importante. Nous encourageons toutes les parties à se concentrer sur les opportunités découlant de cette décision. Il est grand temps de donner la priorité à la réduction des tensions, d'engager un dialogue constructif et de faire preuve d'un véritable effort pour engager les réformes nécessaires au bien-être de la population.

Le prochain débat sur la Bosnie et Herzégovine dans deux semaines sera l'occasion d'aborder les développements politiques, y inclus en vue des élections locales de cet automne. Nous sommes dans l'attente du rapport du Haut Représentant Schmidt dans les prochains jours à cette fin et soulignons notre soutien à son mandat.

Pour conclure, il est essentiel, en tant que membres du Conseil, de veiller à ce que nos délibérations favorisent un environnement serein et aboutissent à des solutions constructives. La Suisse reste engagée à œuvrer en ce sens.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Thank you, Madam President,

I would like to thank the Assistant Secretary-General, Mr Jenča, and the High Representative for Bosnia and Herzegovina. We have also listened carefully to Ms Cvijanovic's remarks. We also welcome the representatives of Bosnia and Herzegovina, Croatia and Serbia to this meeting.

Switzerland is committed to lasting peace and prosperity in Bosnia and Herzegovina, a country with which we share very close ties. We stress the importance of political stability in the country.

Despite some challenges, as we have heard, we refer to the latest assessment by EUFOR Althea, which indicates that the security situation has been steadily improving over the past years. It is described as stable. This Council has entrusted this mission with the responsibility of monitoring and assessing the security situation in Bosnia and Herzegovina, and it has our full confidence. We consider it imperative that EUFOR Althea is able to continue its mandate without restriction.

We take note of internal political developments, which are mainly the result of divergences among concerned parties. In particular, Switzerland expresses its concern about the actions emanating from Republika Srpska, which promote division and call into question the institutions of the state, including the constitutional and legal order. We call on all leaders to give priority to the interests of the country as a whole and of all segments of its society. To this end, credible efforts are required:

First of all, it is important to refrain from any secessionist action or threat. Challenges to the country's integrity must cease immediately. The security, stability and prosperity of Bosnia and Herzegovina can only be achieved if its territorial integrity is guaranteed. The Dayton Accords must therefore be fully respected.

Secondly, safeguarding human rights must be a priority. This includes freedom of expression and media, as well as the right of assembly and association, and the prevention of restrictions on civil space. Any regression in human rights, democracy and the rule of law must be reversed.

Thirdly, it is essential to deal with the past and respect international and local judicial decisions in this regard to ensure justice, accountability and promote social cohesion. Political leaders have a central responsibility in this respect, particularly with regard to truth-seeking and reconciliation. Historical revisionism, the glorification of war criminals and the denial of genocide and war crimes have no place in a peaceful, multi-ethnic society. Switzerland rejects all such attempts. It also reiterates its full support for justice institutions and calls for the respect of their decisions.

Madam President,

Switzerland commends Bosnia and Herzegovina on the progress it has made in key reforms. The European Commission's recommendation to open accession negotiations marks an important step. We encourage all parties to focus on the opportunities arising from this decision. It is high time to prioritize

the reduction of tensions, to engage in constructive dialogue, and to make a genuine effort to initiate the necessary reforms for the well-being of the people.

The forthcoming debate on Bosnia and Herzegovina in two weeks' time will provide an opportunity to address political developments, including in view of this autumn's local elections. We look forward to High Representative Schmidt's report in the coming days for this purpose, and underline our support for his mandate.

In conclusion, as members of the Council, it is essential to ensure that our deliberations foster a calm environment and lead to constructive solutions. Switzerland remains committed to working towards this goal.

Thank you.